

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention
des risques environnementaux

ARRÊTÉ
portant autorisation environnementale d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor,

- VU le code de l'environnement ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 21 novembre 2017 et complétée le 10 avril 2018 par la SOCIETE AUREGAN MEGRET, personne morale, siège social au 11 rue de la Diligence, à Plénée-Jugon en vue d'effectuer à Plénée-Jugon, lieu-dit « Langouhèdre » l'extension de l'élevage porcin pour 6440 places pour animaux équivalents avec la mise à jour de la gestion des déjections et du plan d'épandage ;
- VU la saisine de l'autorité environnementale le 10 avril 2018 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 10 avril 2018 ;
- VU la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 10 avril 2018 ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 10 avril 2018 ;
- VU la consultation des conseils municipaux de Plénée-Jugon, Jugon-les-Lacs-Commune-Nouvelle, Plédéliac, Plestan, Pleven, Sévignac et Tramain ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 juillet 2018 au 17 août 2018 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Plénée-Jugon pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- VU le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 4 décembre 2018 ;
- VU le courrier recommandé présentant le projet d'arrêté préfectoral réceptionné par l'exploitant le 7 décembre 2018 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 16 juillet 2018 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'élevage était déjà autorisé au titres des installations classées ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

LA SARL AUREGAN MEGRET, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Langouhèdre » sur la commune de Plénée-Jugon est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, à moins de 35m d'un cours d'eau, un élevage porcin dont la capacité maximale est **de 6 440 places pour animaux équivalents (P.A.E.) et 4 424 emplacements.**

Article 2 : Nature des installations

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	c)	A	élevage intensif	élevage de porcs	Nombre total d'emplacements	c) > 750	1 place = 1 emplacement	1008	Emplacements
3660	b)	A	élevage intensif	élevage de porcs	Nombre total d'emplacements	c) > 2000	1 place = 1 emplacement	3416	Emplacements
2102	1)	A	élevage, vente, transit, etc. de porcs	élevage	Classé au titre de la rubrique n°3660	/	Reproducteur = 3 AE porcs à l'engraissement & les jeunes femelles = 1 AE porcelet sevré = 0,2 AE	6440	AE
1120	2)	D	Prélèvements	Eau de forage	m³/an	>10000 m³/an et < 200000 m³/an		14853	m³/an

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
Plénée-Jugon	Élevage porcin	ZV	N° 71-74-303

2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Place animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	AE maternité : 516 AE gestante-verraterie : 2508	916	830
Porcs charcutiers (>30kg)	3416 AE	3416	9000
Porcelets			
Quarantaine			

2.4. - Conformité au dossier de demande d'Autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

3.1. Effectifs

3.1.1. Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre d'animaux, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Dans le cas où l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés au titre de la législation sur les installations classées.

3.1.2. La production annuelle de porcs charcutiers ne doit pas dépasser 9000 animaux.

3.2. Alimentation biphase

3.2.1. L'alimentation biphase en place est maintenue à l'ensemble du cheptel.

3.2.2. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

3.3. – Prescription relative au bilan réel simplifié (BRS)

Un bilan réel simplifié est réalisé annuellement. Il doit comporter les éléments justificatifs nécessaires à son élaboration et à sa compréhension et à minima ces éléments doivent comporter :

- une étiquette relative à la composition de chaque aliment destiné à l'alimentation des porcs produits sur l'exploitation ;
- un état des stocks d'aliments à la date d'ouverture du bilan et à sa date de clôture ;
- les éléments comptables permettant de justifier des achats et des ventes d'animaux sur l'installation ;
- les éléments permettant d'apprécier le poids vif des animaux achetés ou vendus ;
- les éléments permettant d'apprécier le taux de viande maigre (TVM) des porcs charcutiers vendus ;
- les éléments comptables (grand livre) permettant d'apprécier les achats d'aliments ;
- si nécessaire les éléments de la gestion technico-économique (GTE) ;

Pour être pris en compte lors d'une inspection, ce BRS, ainsi que l'ensemble des éléments justificatifs cités ci-dessus doivent être tenus à disposition sur l'installation. Si cette prescription ne devait pas être respectée, ou en cas de bilan réel simplifié non satisfaisant, l'exploitant doit faire application des normes de rejets applicables en vigueur et réexamine sur cette base la production en éléments fertilisants et les quantités à gérer sur l'exploitation ainsi que les documents.

Article 4 : Sécurité

4.1. - L'installation électrique est conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

4.2. - L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

4.3 - Compte tenu des éléments transmis dans le dossier, les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie seront réalisés de manière à disposer simultanément et en permanence d'un débit de 120 m³/heure pendant 2 heures soit 240 m³.

A proximité du site, les ressources en eau recensées pour faciliter la mise en œuvre des secours sont les suivantes :

- une borne incendie à 25 mètres au sud-est;
- une lagune de 13 900 m³ (GIE de Langouhède) à 117 mètres au nord-ouest.

La présence à moins de 200 mètres de deux moyens de défenses contre l'incendie présentant des capacités supérieures à 120 m³.

4.4. – L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

Le complément des besoins sera fourni par une ou plusieurs réserves d'incendies aux caractéristiques suivantes :

- disponibles en toute saison ;
- être espacées les unes des autres de 400 m maximum ;
- être signalées ;
- être accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie ;
- disposer d'une aire de stationnement de 32m² (8*4) permettant la mise en aspiration d'un engin d'incendie ou de 12m² (4*3) pour une motopompe remorquable.

Article 5 : Prescriptions épandage sur céréales

L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales est effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

Article 6 :Nuisances olfactives et acoustiques

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives et sonores susceptible de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Le service d'inspections des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif et/ou acoustique de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

Article 7 : Équilibre de la fertilisation

L'exploitant doit respecter l'équilibre de la fertilisation azotée et phosphorée sur les îlots culturels mis en place sur l'ensemble de son plan d'épandage.

Article 8 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants

L'exploitant est autorisé à prélever 14 853 m³ annuellement à un débit horaire maximal de 41m³/jour pour le forage existant sur la section ZV parcelle 303 qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral modifié du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- ◆ les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- ◆ un dispositif de comptage horaire ou volumétrique sera installé.
- ◆ un disconnecteur sera installé si l'installation est raccordée à un réseau public.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 9 : Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les éléments de paysages existants (haies, talus, etc) doivent être maintenus.

Article 10 : Transfert vers le GIE de Langouhèdre

La SARL AUREGAN MEGRET s'engage à mettre à la disposition du GIE DE LANGOUHEDRE, situé au lieu dit « Langouhèdre » sur la commune de Plénée-Jugon, les volumes des déjections animales, soit 12715 m³ (41804 UN, 26001 UP205 et 27368 UK20) dont 9925m³ pour le site de Plénée-Jugon et 2790 m³ pour le site de Tramain respectivement prévus en vue de leur traitement par le GIE.

La SARL AUREGAN MEGRET reprend 11613m³ des effluents issus du traitement, soit 1161 UN et 2323 UP205 pour qu'ils soient épandus sur les terres en propre.

Article 11 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 12 :

Les arrêtés préfectoraux du 8 septembre 1999 et du 24 décembre 2010 sont abrogés.

Article 13 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plénée-Jugon pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plénée-Jugon pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

Article 14 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « *telerecours citoyens* » accessible sur le site : www.telerecours.fr

Article 15 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Plénée-Jugon et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie ainsi que pour information aux maires de Jugon-les-Lacs-Commune-Nouvelle, Plédéliac, Plestan, Pléven, Sévignac et Tramain.

Saint-Brieuc, le 21 DEC. 2018

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Béatrice Obara